Les privilégiés

Fondements du droit de la nationalité en RFA et constructions
identitaires des (Spät-)Aussiedler de Pologne

Julie Voldoire

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3651>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.3651

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2016

Pagination : 124-132

ISBN : 978-2-919040-35-3

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Julie Voldoire, « Les privilégiés », *Hommes & migrations* [En ligne], 1314 | 2016, mis en ligne le 19 septembre 2016, consulté le 14 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3651>

REPÉRAGE

LES PRIVILÉGIÉS

FONDEMENTS DU DROIT DE LA NATIONALITÉ EN RFA ET CONSTRUCTIONS IDENTITAIRES DES (SPÄT-) AUSSIEDLER DE POLOGNE

Par **JULIE VOLDOIRE**, docteure en science politique de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne et chercheuse associée au Centre Emile Durkheim (UMR CNRS 5116).

En République fédérale d'Allemagne (RFA) le principe qui sous-tend les politiques d'accueil et d'intégration à l'égard des migrants dits ethniques peut être résumé ainsi : celui qui vient de l'étranger n'est pas pour autant reçu par l'État qui l'accueille comme un étranger. En effet, certains migrants peuvent obtenir, avec plus de facilité que d'autres, la nationalité de l'État dans lequel ils élisent séjour et ainsi jouir des mêmes droits que les nationaux dits historiques ou "naturels". Ainsi, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, la RFA a eu recours à une politique d'immigration spécifique à l'égard de certains groupes de citoyens étrangers accueillis principalement en raison de leur appartenance au peuple (*Volk*) allemand. C'est le cas des "rapatriés" (*Aussiedler*) puis, à partir de 1993, des "rapatriés tardifs" (*Spätaussiedler*) originaires de Pologne.

Selon l'Office fédéral pour les migrations et les réfugiés (*Bundesamt für Migration und Flüchtlinge*), entre 1950 et 1989, 1 238 312 personnes ont quitté la Pologne et obtenu en RFA le statut d'*Aussiedler*. À ce chiffre s'ajoutent 204 562 personnes arrivées entre 1990 et 2000 et 2 296 entre 2001 et 2012. C'est au cours de la décennie 1980-

1989 que le flux des *Aussiedler* polonais a été le plus important, particulièrement suite à l'instauration de la loi Martiale (1981) par la République Populaire de Pologne (RPP)¹. Pour la période 1950-2012, le nombre de (*Spät*-)*Aussiedler* originaires de Pologne s'élevait à 1 445 170 soit 32% du total des (*Spät*-)*Aussiedler* sur la période. Actuellement, ils sont 579 000 à vivre en Allemagne². Cette immigration s'inscrit dans le contexte de Guerre froide puis de post-guerre froide et connaît un tournant législatif en 1993 qui induit également une réduction des flux. À partir de cette date les Polonais d'ascendance allemande peuvent formellement bénéficier du statut mais dans les faits son acquisition est complexe.

Quoiqu'il en soit, la politique d'accueil de l'Allemagne de l'Ouest envers les (*Spät*-)*Aussiedler* a pu être considérée comme une "politique des privilèges" fondée sur des soubassements ethniques³ et/ou résultant d'un devoir moral. Si la catégorie de "privilège" est investie, elle n'est pas prise pour acquis. En travaillant sur la construction d'une catégorie de populations il ne s'agit pas de renouer avec l'idée d'une "ethnisation fantasmatisques" qui conduirait à affirmer *a priori*

1. Abdelmalek Sayad, "Naturels et naturalisés", in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 99, 1993, p. 26.

2. Conseil de l'Europe, *De l'Oural vers l'Atlantique : la nouvelle donne migratoire*, Strasbourg, Collection Documents européens, 1992, p. 19. 3. Les chiffres mentionnés sont extraits du rapport rédigé par Susanne Worbs, Eva Bund et al. (dir.), (*Spät*-)*Aussiedler in Deutschland. Eine Analyse aktueller Daten und Forschungsergebnisse*, Bundesamt für Migration und Flüchtlinge, Forschungsbericht n° 20, 2013, pp. 23-29. 4. Klaus Bade, *L'Europe en mouvement*, Paris, Paris, Seuil, 2002 ; Rainer Ohliger, Rainer Münz, "Allemands de souche en Europe de l'Est et leur immigration vers l'Allemagne", in *International Review of Sociology*, vol. 10, n° 3, 2000, pp. 319-345. 5. Hervé Le Bras, *Le Démon des origines. Démographie et extrême droite*, Paris, éd. de l'Aube, 1998, p. 194.

que certains migrants en Allemagne seraient “plus Allemands que les autres”. À l'inverse, il s'agit, d'une part, de déconstruire cette affirmation en introduisant une réflexion sur la dimension performative de cette politique qui crée des catégories en les nommant et, d'autre part, d'en mesurer les effets sur les constructions identitaires des populations. Pour cela, vingt-trois entretiens semi-directifs approfondis conduits entre 2006 et 2010 puis en 2012 avec des (*Spät*-) *Aussiedler* de Pologne arrivés en Allemagne entre 1965 et 2002 sont mobilisés. L'ambition est d'appréhender tout à la fois la place de l'ethnique, des “privileges” et de la nationalité dans les représentations conjointes des autorités administratives allemandes et des populations considérées.

Des immigrants qui n'en n'ont pas le nom

La RFA, qui jusqu'en 2004 ne se définissait pas officiellement comme un pays d'immigration, a pourtant adopté des politiques d'accueil, temporaire ou pérenne de populations (réfugiés, demandeurs d'asile, “Allemands ethniques”, Juifs d'Union Soviétique, travailleurs “invités”) qui toutefois n'étaient pas considérées comme des immigrants. Si tel est le cas pour les “Allemands ethniques”, classifiés comme (*Spät*-) *Aussiedler*, c'est parce que pour la RFA ils appartenaient à la nation allemande (au sens de *Volksangehörigkeit*) et étaient potentiellement des nationaux allemands (au sens de *Staatsangehörigkeit*). Dès lors, pour des raisons idéologiques, le terme de rapatriement (*Aussiedlerung*) a été préféré à celui de migration. Par conséquent, avant leur arrivée en Allemagne, les (*Spät*-) *Aussiedler* étaient des étrangers tout en étant inclus constitutionnellement dans la nation allemande ; puis, une fois sur le territoire allemand, ils pouvaient obtenir la citoyenneté allemande et bénéficier des droits afférents. La politique d'accueil destinée aux *Aussiedler* et initiée dans le cadre de la loi fédérale sur

les réfugiés et expulsés (*Bundesvertriebenengesetz*) de 1953 rendait possible mais limitait le statut d'*Aussiedler* à “toute personne qui a quitté ou quitte les territoires Est allemand actuellement sous administration étrangère, à savoir Danzig, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, l'Union soviétique, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Yougoslavie ou l'Albanie après l'achèvement des mesures générales d'expulsion, à moins qu'il n'ait pris résidence dans ces régions après le 8 mai 1945”⁶.

Déjà, à cette date, la définition du statut d'*Aussiedler* était restrictive. La première restriction, au-delà de son caractère politique dans un contexte de Guerre froide, était géographique : seuls les ressortissants des pays communistes pouvaient faire valoir leur droit à l'immigration en RFA. La seconde restriction concernait l'expérience de la persécution : la définition juridique sous-entend que les candidats à l'immigration ou leurs familles ont été victimes de mesures répressives du fait de leur ethnicité. Conformément à la notion de “contrainte migratoire” (*Vertriebungsdruck*) figurant dans la loi, l'État ouest-allemand partait du principe que les Allemands vivant dans des régimes communistes, même s'ils ne faisaient plus face à des expulsions forcées, étaient toujours sous la contrainte de l'expulsion. Il était présumé que les populations ethniquement allemandes souffraient du seul fait d'être considérées comme telles. Les discriminations subies les auraient empêchées de préserver leur identité culturelle et nationale, ce qui les obligeait à devoir émigrer. “Lorsque ma mère était en Pologne c'était vraiment un État terroriste. Les Soviétiques se sont mal comportés et surtout dans les régions [ici la Silésie] où il y avait beaucoup d'Allemands. Ils les ont maltraités. Dans ces régions, on devait parler polonais et l'allemand était totalement interdit. Oui, les gens pouvaient atterrir en prison ou être obligés de payer une amende pour ça.” (Robert Pilipiak, 1981⁷)

Ces évocations restent rares parmi les personnes interviewées, soit parce qu'enfant au moment

6. URL : <http://www.gesetze-im-internet.de/bvfg/BJNR002010953.html>, consulté le 02/10/2014. 7. La date figurant ici correspond à la date d'émigration. Elle sera mentionnée pour chaque entretien cité.

REPÉRAGE

Ensuite, la politique
"préférentielle" à l'endroit
des *Aussiedler*, ayant
généralisé des coûts importants
pour la collectivité,
a suscité l'expression de
mécontentements.

des faits elles en ont un souvenir flou, soit parce que leurs familles n'ont pas été confrontées à de telles discriminations. Il n'en demeure pas moins qu'au fondement de la catégorie d'*Aussiedler*, il y a non seulement une référence à l'appartenance au peuple allemand mais surtout l'expression "d'une dimension morale dans le discours politique allemand : il indique clairement que le dispositif d'accueil des *Aussiedler* traduit le devoir moral qui revient à la RFA d'essayer de compenser les méfaits du nazisme"⁸. Avec l'entrée en vigueur en 1993 de la loi de 1992 dite "loi de règlement des conséquences de la guerre" (*Kriegsfolgenbereinigungsgesetz*) un important rétrécissement du statut a été opéré. Cette transformation tend à prouver que le terme d'*Aussiedler* n'était pas une catégorie d'action publique pérenne mais créée dans le contexte particulier de la Guerre froide.

1993 : un tournant dans la politique d'immigration dite "ethnique" ?

Comme en témoigne la création en 1957 de l'"aide de *Friedland*" (*Friedlandhilfe*), à leur arrivée les *Aussiedler* recevaient des aides de première nécessité et une petite somme d'argent dénommée "argent de bienvenu" (*Begrüßungsgeld*). Après avoir fait la preuve de leur ascendance allemande, leur naturalisation était, jusqu'en 1993 tout du moins, quasiment immédiate et parallèlement ils conservaient leur nationalité polonaise. Ils obtenaient également les mêmes droits sociaux que les citoyens allemands de nais-

sance : retraite, sécurité sociale et assurance chômage. Pour faciliter leur intégration, ils bénéficiaient d'un an de cours de langue allemande et d'un programme de reconversion professionnelle. Enfin, ils étaient prioritaires pour l'attribution de logements sociaux. "*Je suis une Aussiedler et c'est pour ça que j'ai eu le droit de m'installer en Allemagne. Quand je suis arrivée, j'ai suivi un cours de langue, ça a duré huit mois. Et pour ça je n'ai pas dépensé un centime et même j'ai reçu de l'argent. Tous les mois j'avais un peu d'argent... pas autant que quand on travaille mais c'était quand même pas mal d'argent.*" (Boleslawa Dabrowska, 1988.)

Le durcissement de la législation en 1993 a résulté de la convergence de plusieurs phénomènes. Tout d'abord, l'achèvement de la Guerre froide a consacré la fin du discours belliciste opposant l'Est à l'Ouest. Ensuite, la politique "préférentielle" à l'endroit des *Aussiedler*, ayant généré des coûts importants pour la collectivité, a suscité l'expression de mécontentements. Cette politique était considérée comme injuste et contradictoire : comment l'Allemagne pouvait-elle accepter des Allemands des pays postcommunistes en invoquant la "contrainte migratoire" tout en refusant l'entrée de demandeurs d'asile en provenance de ces mêmes pays ? En effet, parmi les conjoints des *Aussiedler* interviewés, certains disent avoir usé des ascendances allemandes de leur époux(se) pour pouvoir rester sur le territoire allemand alors qu'au regard des conditions de leur départ de Pologne, ils auraient pu être considérés et acceptés par la RFA en tant que réfugié politique. C'est le cas de la Lidia Grzybowski : ingénieure du bâtiment et fervente opposante au pouvoir prosoviétique. Des années plus tard l'identité qui lui avait été assignée en 1985 demeure une véritable gêne : "*Je préférerais être vue comme une réfugiée politique, parce que c'est ce que je suis, plutôt que*

8. Bénédicte Michalon, "Les *Aussiedler*, une migration parmi tant d'autres. Contingences géopolitiques et désethnicisation de la loi d'immigration en Allemagne", in Stéphane Dufoix, Carine Guerassimoff, Anne de Tinguy, *Loin des yeux, près du cœur, Les États et leurs expatriés*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, p. 171.

comme la femme d'un Aussiedler." Pour ces raisons, la politique "préférentielle" de l'Allemagne envers cette minorité a été désignée par l'opposition sociale démocrate de "chauvinisme" ("Deutschtümerei").

La loi de 1993 a consacré des changements majeurs (admission, "privilèges") rapprochant le traitement juridique des *Spätaussiedler* de celui des autres immigrés. Ce rapprochement a été confirmé en 2000 lors de la révision de la loi sur la nationalité par le gouvernement social-démocrate de Gerhard Schröder. Les conditions de la naturalisation sont devenues identiques pour tous les étrangers indépendamment de leur origine. L'entrée est conditionnée à une logique des quotas : 225 000 personnes par an avec à terme l'objectif de la suppression définitive de ce régime spécial. En outre, pour être considéré comme ethniquement allemand, la connaissance de la langue allemande et l'entretien des "mœurs et habitudes allemandes" dans le cercle familial sont considérés dans le dossier d'admission comme autant de preuves de l'appartenance au peuple allemand. Or on présume désormais que le candidat ne peut bénéficier du statut de *Spätaussiedler* qu'à condition de pouvoir démontrer sa germanité. La mauvaise connaissance de la langue allemande, auparavant interprétée comme preuve de la discrimination subie par cette minorité en Pologne, est désormais le reflet d'un déficit d'identification à la nation allemande. Par le biais du test de langue, obligatoire depuis 1996, l'appartenance ethnique à la nation allemande, constituant officiellement la base de la politique migratoire, a été mise en doute par les autorités. En outre, d'autres "privilèges" ont été progressivement supprimés : l'accès aux allocations chômage et aux droits à la retraite ; la durée des cours de langues a été revue à la baisse ; une loi sur la résidence oblige dorénavant à demeurer dans le *Land* assigné par

les autorités régionales qui répartissent les arrivants selon le principe de la "clef de Königstein"⁹. L'assignation à résidence est d'ailleurs l'une des conditions pour l'obtention des aides à l'intégration mais, une fois indépendantes des aides sociales, la région assignée peut être quittée.

Avant 1993, pour pouvoir solliciter la nationalité allemande, les candidats devaient se "*reconnaître comme appartenant au peuple allemand, confirmé par des caractéristiques comme la descendance, la langue, l'éducation et la culture*"¹⁰. Plus précisément, ils devaient fournir les preuves soit de leur ascendance (livret de famille, livret militaire de l'armée allemande, carte nationale d'identité des parents ou grands-parents etc.) soit d'avoir fait l'objet d'une catégorisation comme Allemand "*par les autorités nationales-socialistes au temps de l'occupation allemande, et même par le fait d'avoir été membres des unités de la Waffen SS*"¹¹. Réunir ces

documents relevait parfois d'un véritable parcours du combattant. À partir de 1993, les autorités allemandes ajoutent la nécessité de remplir un questionnaire qui est le pendant allemand de celui que les prétendants à la migration ont dû remplir

avant leur départ de Pologne. Dès lors, l'ensemble de ces documents est traité par l'Office fédérale pour l'immigration qui délibère sur les dossiers des candidats. Lorsque la demande est acceptée et s'il n'en dispose pas avant son départ, le candidat doit alors solliciter *a posteriori* une autorisation d'émigration auprès des autorités polonaises.

On comprend ici que si l'ethnicité est initialement au fondement de cette politique elle ne perdure pas alors que le ressenti d'un devoir moral de la RFA vis-à-vis de ces populations est quant à lui pérenne.

Par le biais du test de langue, obligatoire depuis 1996, l'appartenance ethnique à la nation allemande, constituant officiellement la base de la politique migratoire, a été mise en doute par les autorités.

9. Anne Dumasy, "Quelle intégration pour les populations immigrées en Allemagne", in *Hommes & Migrations*, n° 1223, 2000, p. 51. 10. Amanda Klekowski von Koppenfels, "From Germans to Migrants: Aussiedler Migration to Germany", in Tsuda Takeyuki, *Diasporic Homecomings: Ethnic Return Migration in Comparative Perspective*, Palo Alto, CA, Stanford University Press, 2009, p. 103. 11. Bénédicte Michalon, *art. cit.*, p. 174.

REPÉRAGE

Éprouver le départ et prouver son ethnicité

Les parcours migratoires sont à distinguer selon que les départs de Pologne ont été préparés en amont ou ont un caractère "spontané"; qu'ils ont été réalisés dans la légalité ou non; et qu'ils ont été effectués seul ou en famille.

La Pologne ne se séparait pas facilement de ses ressortissants. Pour quitter le territoire, il était nécessaire d'obtenir une autorisation de sortie.

De plus, et particulièrement avant 1993, les papiers prouvant les ascendances allemandes devaient être dissimulés lors du passage de la frontière polonaise.

Or les démarches administratives pour obtenir ce document étaient longues, complexes et, *in fine*, l'obtention jamais garantie tant ces autorisations étaient délivrées avec parcimonie. Les prétendants au départ devaient

en expliquer en détail les raisons et donner la preuve de leurs liens avec l'Allemagne. Quitter légalement le territoire polonais relevait de la gageure et ceux qui y parvenaient perdaient le droit de revenir en Pologne tant ils étaient considérés comme des traîtres à la patrie. Ces interdictions ont été en particulier pratiquées après l'entrée en vigueur de la loi martiale en 1981 : au moment où le discours nationaliste prenait de l'ampleur¹². Même après la chute du régime communiste, ceux qui avaient été considérés comme des "déserteurs" n'obtenaient pas aisément le droit de retourner dans leur pays natal. *"Les choses se sont passées comme ça : avec la marine marchande [dont il était membre] nous partions de Pologne pour aller en Allemagne. J'ai sauté du bateau : salut la compagnie ! Il était deux heures du matin. Ce n'était pas une décision facile ! Maintenant c'est plus simple parce que les frontières*

sont ouvertes mais, à l'époque, j'étais un "déserteur"... Et ce n'est que huit ans plus tard que j'ai pu avoir l'autorisation de retourner dans mon pays." (Riszard Puczek, 1981.)

Si la fuite relatée par Riszard Puczek est exceptionnelle comparée aux trajectoires des autres enquêtés du corpus, les départs de Pologne se faisaient fréquemment dans le secret et l'illégalité. Pour ne pas éveiller les soupçons des autorités polonaises, les voisins et les proches étaient rarement tenus au courant. *"En plus de ça, je dois dire que c'était vraiment très risqué. Les voisins savaient que mon père voulait partir en voyage mais il m'a dit, j'étais encore enfant, que je ne devais raconter à personne que nous partions tous ensemble trois mois en vacances chez un oncle en Angleterre. Personne ne devait le savoir ! Et voilà comment ça s'est passé : il a réussi à obtenir les passeports. Comment est-ce qu'il a pu y arriver ? Je ne sais pas, c'est un secret. C'était pourtant vraiment compliqué d'obtenir son passeport, enfin ! Il a dit à nos voisins : 'Nous partons en vacances sur les côtes de la mer Baltique.' Il leur a donné les clefs de l'appartement en leur demandant s'ils pouvaient arroser les plantes jusqu'à notre retour. Nous avons laissé l'appartement comme il était. Je revois cette image comme si c'était hier."* (Cyril Zazcek, 1965.)

Si, dans ce cas, parents et enfant ont quitté la Pologne ensemble, les familles étaient souvent contraintes de partir séparément. De plus, et particulièrement avant 1993, les papiers prouvant les ascendances allemandes devaient être dissimulés lors du passage de la frontière polonaise. En effet, les autorités polonaises savaient que ceux qui, parmi les migrants polonais, pourraient être reconnus comme *Aussiedler* en RFA s'y installeraient durablement. *"Le passage des frontières entre la Pologne et la RDA était vraiment excitant. J'avais sur moi le livret militaire de*

¹². Patrice Erdmans Mary, "The social construction of the emigration as a moral issue", *Polish American Studies*, vol. 49, n° 1, 1992, p. 12.

mon père. Pendant la guerre, il avait servi la Wehrmacht en tant que soldat. J'ai eu de la chance parce qu'il avait conservé ce livret. Je savais par mes connaissances qu'il pouvait faciliter quelques formalités et permettait de prouver mes racines allemandes. Mais [posséder] un livret militaire pouvait, à la frontière, non seulement signifier la fin du voyage mais aussi, dans quelques cas, la prison. C'est pour ça que je l'ai collé comme un pansement avec un gros scotch bien large sur mon ventre. Au final, j'ai passé la frontière sans problème." (Albert Woykowski, 1988.)

Parmi les migrants ne disposant pas d'autorisation de sortie du territoire et passant donc illégalement la frontière polonaise, certains n'avaient pas connaissance de leur ascendance allemande et *de facto* du statut d'*Aussiedler*. C'est ainsi qu'il faut comprendre la trajectoire de la famille Kahane. Le père est juif polonais et la mère polonaise non-juive d'ascendance allemande. Une ascendance qu'elle ignorait jusqu'à ce qu'elle lui soit révélée, par des parents éloignés vivant en RFA, quelques mois après son arrivée. Les membres de sa famille ont alors pu solliciter ce statut. Ce cas mérite d'être souligné tant il questionne la pertinence des critères ethniques au fondement de cette politique des "privilèges". De plus, il rend compte des effets du statut sur les constructions identitaires. En effet, sur le temps court, ces populations ont pu se considérer obligées de se définir comme allemandes. Les Kahane, ont été expulsés (1968) par la RPP en raison de leur judéité et ont été accueillis par la RFA en référence à leur germanité. Quant aux effets sur le temps long, ils ne sont pas non plus négligeables. C'est ainsi que Katrin Kahane dit avoir préféré ne pas avoir d'enfants pour ne pas risquer de leur transmettre ce qu'elle appelle une "*incertitude identitaire*". Quant à ceux qui quittaient le territoire polonais après avoir obtenu une autorisation de sortie ils étaient généralement en possession d'un visa de tourisme. Pour l'obtenir, les

ressortissants polonais devaient au préalable solliciter une "invitation" (*Einladung*) auprès d'un résident allemand. Les enquêtés disent souvent avoir dû prospecter auprès des membres de leur famille élargie, auprès de parents qu'ils n'avaient parfois jamais rencontrés mais qu'ils savaient susceptibles, tout du moins lorsqu'ils réussissaient à susciter chez eux un sentiment d'entraide, de leur faire parvenir ce sésame.

Une installation facilitée ou l'imposition d'un cadre de vie

Le droit de séjour des (*Spät*)-*Aussiedler* était facilité mais aussi réglementé et organisé. Les enquêtés font mention de la présence à leur descente des trains des équipes de la Croix-Rouge allemande qui les guidaient jusqu'aux centres d'hébergement qui leur étaient destinés. Sans exception ils ont fait le récit de leur arrivée dans les "camps" d'*Una-Massen* (près de Dortmund) ou de *Friedland* (près de Göttingen). Ces derniers avaient ouverts leurs portes respectivement en 1945 et en 1951. En tant que première expérience socialisatrice sur le sol allemand, l'arrivée dans ces "camps" a souvent été décisive, notamment parce qu'il s'agit du lieu où ils ont vu leur demande de naturalisation instruite par un fonctionnaire de l'immigration. De plus, puisque la durée de résidence pouvait aller de quelques semaines à plusieurs mois, c'est aussi dans ces enceintes qu'ils ont débuté l'apprentissage de la langue allemande ; été confrontés pour la première fois à la culture allemande ; que les premières relations avec des populations originaires de différents pays se sont nouées. Stanislaus Machon décrit positivement cette

Quant à ceux qui quittaient le territoire polonais après avoir obtenu une autorisation de sortie ils étaient généralement en possession d'un visa de tourisme.

REPÉRAGE

Si le sentiment de devoir moral qui caractérisait la politique ouest allemande concernait les *Aussiedler*, ceux qui avaient en Pologne soutenu le régime communiste ne pouvaient plus prétendre à ce statut.

expérience puisque, dit-il non sans une certaine ironie, *“c’était fantastique parce que je ne devais pas travailler !”* mais aussi parce que les démarches administratives étaient facilitées, parce que *“l’on avait un toit sur la tête”*, parce que *“ma fille a pu être scolarisée”*. Toutefois, ce

sont aussi dans ces sas entre *“l’ailleurs”* et *“l’ici”* que les premières inquiétudes sont apparues : sentiment d’altérité, discrimination, stigmatisation, etc. La promiscuité avec les Russes, les Roumains, etc., puisqu’ils étaient logés dans des appartements collectifs, peut être décrite

comme une épreuve. *“C’était une maison pour les Aussiedler. (...) Les autres familles je ne les supportais plus au bout d’un certain temps. Les Russes par exemple, ils ne vivaient pas comme nous et puis bon il y avait toujours du bruit : on ne pouvait pas se reposer ! (...) Mais dans ce camp on a pu obtenir nos papiers très vite.”* (Maria-Anna Beben, 1989.)

Avant 1993, la régularisation de leur situation passait par l’obtention de la nationalité qui était attribuée par un service spécialement destiné aux “expulsés” et donc aux *Aussiedler*. Si la RFA demandait des justificatifs de l’ascendance allemande, dans le contexte de Guerre froide les *Aussiedler* étaient considérés par les autorités comme exemplaires puisqu’ils avaient pris la décision d’émigrer en Allemagne afin de faire valoir leur identité allemande – ce qui est au regard de notre corpus loin d’être avéré, qu’il s’agisse de considérer le sentiment d’appartenance, la pratique de la langue allemande, ou la proximité avec la culture allemande.

Si le sentiment de devoir moral qui caractérisait la politique ouest allemande concernait les *Aussiedler*, ceux qui avaient en Pologne soutenu le régime communiste ne pouvaient plus prétendre à ce statut. Toutefois, on peut penser qu’un can-

didat au statut d’*Aussiedler* n’aurait guère commis la bévue de faire état de sa relation avec le Parti communiste polonais aux autorités ouest allemandes. *“Mon père était un communiste convaincu. (...) Jeune homme il a cru à ces idées-là, il a soutenu la pensée socialiste. (...) Mon père considérait l’Allemagne comme une Nation ennemie. (...) Mais, malgré tout, un jour il s’est débarassé du livre du Parti, que j’avais pourtant toujours vu à la maison quand j’étais enfant, et il a décidé de partir en Allemagne. La décision a dû être difficile. En tout cas, une fois sur le sol de l’ennemi d’antan, il n’a évidemment jamais fait mention de son encartement au POUP [Parti ouvrier unifié polonais].”* (Cyril Zazcek, 1965.)

L’identité forgée par les papiers était une identité choisie en fonction de stratégies implicites commandées par la migration. Si les *Aussiedler* obtenaient la nationalité ainsi que les droits afférents pour autant les conditions de vie et d’emploi relatés ne sont pas aussi idylliques qu’il y paraît. À côté de l’énoncé des “privilèges” certains évoquent les difficultés rencontrées pour la reconnaissance de leurs diplômes ; l’accès au marché du travail puisque les emplois qu’ils obtenaient étaient souvent sous qualifiés ou ne correspondaient pas à leurs domaines de compétences ; l’obtention d’un logement adéquat, etc.

Des ambiguïtés sont inhérentes à la politique conduite à l’égard des (*Spät*-) *Aussiedler* : ils sont “même” (appartenance au peuple allemand) tout en étant “autre” (appartenance au groupe des “Allemands de l’étranger”) ; ils bénéficient de “privilèges” économiques, sociaux et politiques qui peuvent dans le même temps les desservir (exclusion de la part du groupe des migrants polonais, identité en rupture etc.). Ces ambiguïtés ont des incidences sur les sentiments d’appartenance. Ces populations sont-elles libres de définir leur(s) appartenance(s) aux communautés politiques ?

Nationalité allemande et double nationalité : privilège ou artefact ?

Si les personnes enquêtées se questionnent sur la construction des identités politiques, leurs questionnements identitaires se cristallisent autour de l'appartenance. Elles ou leurs familles ont pu être, d'une part, rejetées, persécutées en Pologne en raison d'une appartenance nationale (allemande) et, d'autre part, choyées en Allemagne pour la même raison.

Pour faire état de la construction des sentiments d'appartenance nationale, le point de départ consiste à interroger les conditions d'obtention de la nationalité allemande et de la double nationalité. Avant 1993, les *Aussiedler* n'avaient ni la possibilité ni le temps de s'interroger sur leurs motivations personnelles à devenir citoyen allemand. La possibilité de naturalisation *de jure* et *de facto* s'est muée pour certains en obligation car elle était la condition *sine qua non* pour se voir accorder le droit de demeurer sur le territoire. Pour devenir allemand, il s'agissait moins d'établir un contrat moral avec l'Allemagne, puisque celui-ci était considéré par les autorités allemandes comme acquis, que de se questionner sur leur possibilité de faire la preuve de leurs ascendances puis de "faire avec" cette ascendance allemande qui les enjoignait à se considérer comme appartenant à la nation allemande et à témoigner de leur loyauté envers elle. Ce constat vient relativiser l'idée selon laquelle les (*Spät*-)*Aussiedler* seraient des migrants "privilégiés". En effet, dans les représentations indigènes, l'acquisition de la nationalité allemande n'est pas toujours perçue positivement. Ces populations se sentent, sur le temps long, d'une part, plus redevables envers l'Allemagne que d'autres populations migrantes et, d'autre

part, plus contraintes que d'autres à endosser les coutumes, mœurs et valeurs allemandes. Cependant, si la République fédérale a tenté de transformer des "étrangers de sang"¹³ en des "nationaux ethnicisés", elle n'y est pas toujours parvenue puisque, malgré l'obtention rapide d'un passeport allemand, ils demeurent des "Allemands de l'étranger" (*Auslandsdeutsche*). La naturalisation *de jure* et *de facto* ne résout pas tous les problèmes socio-culturels résultant de leur expérience migratoire. En faisant disparaître la condition d'émigré-immigré, l'automatisme de la naturalisation méconnaît des problématiques spécifiques à ces populations et peut même aggraver ces difficultés : "*Au départ la vie en RFA était vraiment difficile et sans l'aide de la mission catholique polonaise on n'aurait jamais pu s'en sortir.*" (Bibiana Bressler, DATE.) Après 1993, la situation évolue puisque les *Spätaussiedler* sont officiellement classifiés non seulement comme Allemands "issus de l'immigration" mais également comme Allemands "avec une expérience migratoire personnelle".

Si on peut relativiser l'idée que l'ascendance allemande constituerait un "privilège", la possibilité de bénéficier de la double nationalité fait de ces populations un groupe à part et en particulier lorsque l'on constate que la majorité des personnes interviewées conçoivent qu'il aurait été difficile de répudier leur nationalité polonaise. Cette facilitation aurait évité les "cas de conscience" (Filip Bressler, DATE) et rendu moins problématique et parfois moins engageante la naturalisation. Cependant, l'obtention de la double nationalité n'a pas été automatique pour tous : certains en ont bénéficié dès leur arrivée sur le territoire allemand, d'autres ont été contraints de répudier leur nationalité polonaise pour la retrouver quelques années plus tard.

Toutefois, au sujet du statut de (*Spät*-)*Aussiedler*, les enquêtés préfèrent généralement le passer sous silence ou le dissimuler : "*Nous n'étions pas*

13. Kastoryano Riva, "Nationalité et citoyenneté en Allemagne aujourd'hui", in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 70, 2001, p. 3.

REPÉRAGE

des Aussiedler typiques. Je dirais que l'on était à moitié des Aussiedler" (Cyril Zazcek, 1965.) Par la mise en place de ces mesures d'exception la RFA a oublié que ces populations pouvaient vouloir revendiquer le droit d'être des "migrants comme les autres", à construire et à exprimer librement leurs sentiments d'appartenance.

Revendiquer le droit d'être des "migrants comme les autres"

S'ils sont devenus sur le papier des citoyens allemands pouvant conserver leur nationalité polonaise, qu'en est-il de leurs sentiments d'appartenance nationale plusieurs années après leur arrivée ? Les uns se "sentent" Allemands sans se considérer redevables vis-à-vis de la RFA. Il y a là une véritable endogénéisation du statut de citoyen allemand et la Pologne est tenue à distance. Ils évoquent avec facilité les "bénéfices" résultant du statut de (*Spät-*)Aussiedler. La nationalité allemande est perçue comme essentielle et la double nationalité n'est pas une nécessité. Inversement, pour d'autres le statut de (*Spät-*)Aussiedler est un handicap et les difficultés qu'il engendre sont pléthoriques : obligation de naturalisation, passage par *Friedland* ou *Una Massen*, stigmatisation et rejet de la part de leurs compatriotes polonais etc. Les "privilèges" sont considérés comme négligeables à l'exception de la double nationalité. Pour compenser le stéréotype selon lequel ils "*seraient moins polonais que les Polonais de Pologne*" (Risard Puczek, 1981.), ils usent de leur double nationalité pour voyager en Pologne,

à acheter des résidences secondaires, voter, etc. Enfin, il y a ceux qui revendiquent un droit à ne pas s'identifier à des communautés politiques préconstituées. C'est notamment le cas de ceux pour lesquels l'ascendance allemande n'était pas connue avant la migration. Cette appartenance au peuple allemand découverte trop tardivement constitue un carcan. Ici, les sentiments d'appartenance se situent soit en deçà, soit au-delà de l'appartenance nationale et d'une ethnicité supposée. C'est le cas de la famille Kahane qui a préféré la judéité du père aux ascendances allemandes de la mère. En suivant leurs discours, on comprend que l'appartenance mise en avant est celle au groupe des "Juifs de 1968" expulsés par la RPP. Pour ces "Allemands ethniques", la loi de 1993, en acceptant que ces populations deviennent des Allemands "avec une expérience migratoire personnelle", a permis de faire un pas de plus pour la reconnaissance de la diversité de leurs appartenances. Toutefois, ces populations sont aussi susceptibles de rejeter une conception du lien politique comme groupe d'appartenance en revendiquant un droit à l'inappartenance. Les acceptions indigènes du lien politique font cohabiter deux figures : celle de "l'homme comme appartenance" et celle de "l'homme comme arrachement"¹⁴. En effet, si la loi de 1993 reconnaît l'expérience migratoire de ces populations, si elle en fait des migrants presque "comme les autres", en observant les significations que l'appartenance peut avoir parmi les (*Spät-*)Aussiedler polonais interviewés, on comprend qu'ils ne s'arrêtent pas à la considérer comme un acquis, un déjà-là résultant de la naissance, de l'histoire, de la religion ou de la langue. ■

14. Paul Zawadzki, "Le nationalisme contre la citoyenneté", in *L'année sociologique*, vol. 46, n° 1, 1996, p. 173.